

**Conférence internationale de suivi sur le financement du développement**  
(Doha, 29 novembre - 2 décembre 2008)

**Table ronde I : Mobilisation des ressources financières nationales :**

**Une stratégie de travail décent pour une croissance durable**

**Remarques de M. Assane Diop**  
**Directeur exécutif**  
**Secteur de la protection sociale du BIT**

Monsieur (Madame) le (la) Présidente, je vous remercie.

Je voudrais évoquer quatre questions qui sont fondamentales pour la mobilisation des ressources nationales pour le développement.

- Premièrement, les implications de la crise financière ;
- Deuxièmement, l'importance du travail décent en tant qu'élément moteur du développement durable ;
- Troisièmement, le rôle d'un régime minimal de prestations sociales dans le processus de développement; et
- Quatrièmement, comment intégrer les capitaux étrangers dans les stratégies nationales.

***Implications de la crise financière sur le financement du développement***

Le risque sérieux de récession mondiale, d'aggravation du chômage et de la pauvreté menace la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. C'est le moment ou jamais, dans ces circonstances critiques, d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey et les défis du développement international. Nous avons besoin d'agir de façon concertée à l'échelle internationale pour prévenir la grave et longue récession qui se profile et de bâtir un nouveau cadre multilatéral pour le développement durable.

La crise financière a de graves répercussions sur l'économie réelle, les entreprises, la vie des travailleurs et des familles. Il est à craindre, selon l'OIT, qu'elle ne crée 20 millions de chômeurs supplémentaires d'ici à 2009 et que le nombre de personnes, hommes et femmes, qui vivent déjà au dessous du seuil de pauvreté (2 dollars par jour) ne s'accroisse de 100 millions.

L'OIT, avec sa structure tripartite, représente l'économie réelle, celle des travailleurs, des employeurs et des gouvernements. Le président et les vice – présidents employeur et travailleur du Conseil d'administration ont appelé à prendre des mesures urgentes pour protéger les populations, appuyer les entreprises productives et sauvegarder les emplois. Ces mesures sont, notamment, les suivantes :

- garantir la fluidité du crédit et stimuler la demande par les dépenses privées et publiques, l'investissement et les mesures salariales ;

- Renforcer la protection sociale, les possibilités de formation et de recyclage et les services de placement et mettre en place des dispositifs d'urgence pour l'emploi ainsi que des filets de protection sociale bien ciblés, ou renforcer les dispositifs existants, en se concentrant plus particulièrement sur les jeunes, les adultes, les travailleurs du secteur informel ou en situation précaire, les travailleurs migrants et les travailleurs pauvres ;
- Appuyer les entreprises productives, rentables et durables pour donner une ampleur maximale à la création d'emplois et au travail décent, notamment dans les petites entreprises et les coopératives. Il convient également d'accroître l'investissement à forte intensité d'emploi dans les infrastructures pour améliorer l'environnement;
- Veiller avec la plus grande attention au respect des principes et droits fondamentaux au travail;
- Renforcer la coopération entre l'OIT et le système multilatéral ainsi que le dialogue social et la pratique du tripartisme entre les gouvernements et les organisations représentatives de travailleurs et d'employeurs pour proposer des solutions adéquates et renforcer la cohésion sociale ; et
- Poursuivre l'aide au développement en la maintenant, au minimum, à ses niveaux actuels et fournir un appui supplémentaire aux pays à bas revenus.

L'Agenda du travail décent de l'OIT pour l'emploi et l'entreprise, la protection sociale et le dialogue et les droits au travail est une base solide permettant de lutter contre le ralentissement de l'économie et de bâtir une mondialisation équitable.

Comme le Secrétaire-Général Ban Ki-moon l'a déclaré, ce mois-ci, dans son intervention devant le Conseil d'administration « Nous ne devons pas nous contenter de remédier au désordre financier actuel. Nous devons améliorer la gouvernance pour que la mondialisation produise de meilleurs résultats et soit en mesure de promouvoir la justice sociale. Il nous faut également nous assurer que cette mondialisation soit économiquement, socialement, politiquement et écologiquement durable »

### ***Sortir de la crise : le travail décent en tant qu'élément moteur du développement durable***

Le rapport du Secrétaire général sur *les faits récents concernant l'examen du financement du développement et la mise en œuvre du Consensus de Monterrey* est d'une vaste portée. La philosophie du consensus de Monterrey met autant l'accent sur la mobilisation des ressources financières nationales pour le développement que sur le rôle des facteurs externes, du commerce, de l'aide et de l'investissement direct étranger (IDE).

Avant que ne survienne la crise financière, une autre crise sévissait déjà et se caractérisait par une croissance mise au service d'une minorité, faible croissance de l'emploi, mouvements de capitaux déséquilibrés, pauvreté massive et persistante et

inégalités sociales grandissantes. Cette crise a, par ailleurs, été aggravée par la crise alimentaire.

Le travail décent, c'est-à-dire la création d'emplois ainsi que l'amélioration des avantages de l'emploi et des conditions dans lesquelles il s'exerce, est l'outil par excellence qui permettra d'assurer une croissance et un développement inclusif et de lutter contre la pauvreté.

La création d'emplois décents instaure un cercle vertueux de développement durable stimulant la consommation et l'épargne. La hausse de la consommation fait reculer la pauvreté et engendre une demande intérieure stable pour les entreprises. La hausse des salaires permet de renforcer l'épargne, d'assurer l'avenir des ménages et d'accroître les flux financiers pour l'investissement intérieur. Cette dynamique permet, en retour, de créer des emplois en plus grand nombre et de meilleure qualité.

L'augmentation des revenus permet également aux gouvernements d'élargir leur base d'imposition pour renforcer l'offre de services collectifs essentiels tels que l'éducation et la santé, lesquels contribuent, en retour, au renforcement de la productivité.

Dans beaucoup de pays, les déséquilibres de la croissance ont, pendant ces dernières années, entraîné une baisse des salaires et empêché la mise en place d'un autre cercle vertueux, celui de la croissance de la productivité et des revenus. Cela a renforcé la dépendance à l'égard des flux volatils de l'investissement étranger public et privé.

La Conférence de Doha nous donne l'occasion de repenser le développement en recherchant une voie intégrée et durable où les avancées en matière sociale et environnementale se conjuguaient à l'économie de marché pour déboucher sur une croissance durable et non pas sur des bulles financières alimentées par la spéculation.

Il a été reconnu dans le Document final du Sommet mondial de 2005 que « Les stratégies nationales de développement devraient accorder la priorité aux politiques propices à la réalisation progressive d'un emploi décent pour tous, mobilisant par là-même les ressources nécessaires à la lutte contre la pauvreté. »

Ce programme de développement du travail décent fait l'objet d'un consensus de plus en plus large. L'Accord d'Accra du 25 avril 2008 adopté lors de la douzième session de la CNUCED souligne l'importance des efforts engagés pour promouvoir le plein emploi productif et le travail décent au niveau national.

*Le programme de développement du travail décent doit reposer sur un régime de prestations sociales de base destinées à protéger les plus vulnérables*

Les nouvelles estimations de la Banque mondiale nous apprennent que 2,6 milliards de personnes vivaient au-dessous du seuil de pauvreté – 2 dollars des Etats-Unis par jour – en 2005, ce qui correspond exactement aux chiffres de 1981. La moitié environ de ces personnes sont en âge de travailler et ne parviennent pas à

s'assurer le revenu qui leur permettrait, ainsi qu'à leurs familles, d'échapper à la pauvreté.

L'expansion économique des vingt-cinq dernières années, aussi impressionnante qu'elle ait été, nous a tout juste permis de rester en phase avec la croissance démographique; pour autant, force est de constater qu'aucun progrès décisif n'a été accompli pour ce qui est de la réduction du nombre total de personnes vivant dans une extrême pauvreté. Autre constat inquiétant, celui de l'augmentation du nombre de personnes qui vivent à peine au-dessus du seuil de pauvreté, et qui risquent de retomber dans l'extrême pauvreté en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires et du carburant, ainsi que de la récession économique qui se profile.

Comment travailler de manière productive lorsque l'on a faim et quand on est malade ? Pour instaurer un cercle vertueux entre l'accroissement de la productivité et le travail décent, il est impératif de commencer par engager une action concertée contre l'extrême pauvreté.

Le moyen le plus efficace pour réduire l'extrême pauvreté est de mettre en place un régime de prestations sociales de base susceptible à la fois de garantir un revenu minimum aux plus vulnérables et d'accroître les chances pour les travailleurs pauvres d'exercer une activité productive pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille.

Cet ensemble minimal de prestations pourrait notamment comporter:  
 un revenu d'appoint aux familles ayant des enfants en âge scolaire;  
 une pension minimum de retraite ou d'invalidité;  
 un système universel de soins de santé de base;  
 une aide aux chômeurs et aux personnes sous-employées, surtout dans les zones rurales, sous forme de dispositifs de garantie de l'emploi.

Selon les calculs établis par l'OIT, le coût de cet ensemble de prestations, ou en tout cas d'une grande partie d'entre elles, représenterait entre 2 à 4 % du PIB et pourrait être supporté par le budget des pays même les moins développés.

L'existence d'un ensemble de prestations de base exerce en outre un effet stabilisateur sur le plan social, car il permet d'atténuer les fluctuations liées aux chocs, qu'ils soient internes ou mondiaux, et, par voie de conséquence, de réduire également les fluctuations de productivité et de revenus qui touchent les plus vulnérables. Avec l'élévation du niveau de protection et de transferts dans un pays donné, la sécurité sociale devient un facteur important de stabilisation de la demande globale, et aide à faire face aux fluctuations de la croissance dans les économies à revenu élevé et intermédiaire.

Le projet de document final de Doha du 25 juillet 2008 commence par indiquer (au paragraphe 6) que « la réalisation de l'objectif d'un travail décent pour tous, notamment l'investissement dans le capital humain grâce à des politiques de santé et d'éducation mieux conçues et mieux financées, ainsi que l'amélioration de la protection sociale et la mise en œuvre de politiques ambitieuses concernant le marché

du travail sont essentielles. Ces politiques ont commencé à porter leurs fruits, mais il importe de redoubler d'efforts ».

Je tiens à ajouter que la pauvreté et les inégalités s'aggravent également dans les pays développés. Le travail décent, notamment la mise en place de politiques judicieuses de protection sociale, est important pour compenser les pertes d'emplois et de revenus subies par les familles actives des pays développés. La mise en place d'un cadre pour un nouveau multilatéralisme, qui doit comporter l'adoption d'une stratégie politiquement viable en matière de financement du développement, doit avoir comme point de mire l'objectif mondial du travail décent pour tous.

*Renforcer les synergies entre les dispositifs de développement nationaux et les investissements étrangers*

La crise financière actuelle va vraisemblablement induire un recul des IDE pendant le restant de l'année et en 2009. Il est de ce fait d'autant plus important de mettre ces investissements au service d'un mode de développement axé sur la promotion du plein emploi productif et du travail décent.

Comme il est indiqué dans le projet de document final de Doha, les mesures visant à attirer les IDE doivent s'attacher à promouvoir les normes, et non à les fragiliser. « Nous redoublerons également d'efforts pour promouvoir la responsabilité sociale et la bonne administration des entreprises et nous efforcerons de faire en sorte que des normes adéquates en matière de protection de la main-d'œuvre et de l'environnement soient appliquées partout ».

La Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale constitue à cet égard un précieux moyen pour intégrer les IDE dans les activités nationales de développement.

L'aide publique au développement est un complément essentiel des ressources nationales. Il faut encore parvenir à mieux concilier les priorités des pays destinataires et leur obligation de rendre des comptes aux donateurs. En effet, pour légitime que soit à cet égard l'exigence de ces derniers, il arrive fréquemment qu'elle empêche les pays de se sentir véritablement maîtres de leur action.

Tout progrès dans ce domaine passe, comme nous l'enseigne le consensus de Monterrey, par une responsabilisation mutuelle et par l'établissement de conditionnalités fondées sur les résultats obtenus. Une telle démarche nécessite le renforcement de l'efficacité de l'aide, l'adoption de mesures budgétaires visant à créer des emplois et à promouvoir le travail décent, l'engagement au niveau national d'une action plus résolue pour soutenir une croissance durable et une répartition plus équitable des revenus et de la richesse.

Monsieur (Madame) le (la) président(e),

Je terminerai mon intervention en faisant observer que les mandants tripartites de l'OIT sont particulièrement bien placés pour participer à l'intégration dans les politiques nationales de promotion du travail décent d'une stratégie globale sur le financement du développement. Nos programmes par pays de promotion du

travail décent permettent d'améliorer l'intégration des mesures relatives au travail décent dans les stratégies nationales et les cadres internationaux, comme les PNUAD.

J'espère que la contribution de l'OIT aidera la Conférence de Doha à nous engager sur une voie plus sûre que celle qui nous a conduits à la crise actuelle.